

N° 2407.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention en vue de garantir aux nationaux belges et français travaillant dans les mines belges et françaises le bénéfice du régime spécial de retraites des ouvriers mineurs en vigueur dans chacun des deux pays. Signée à Paris, le 21 mai 1927.

BELGIUM AND FRANCE

Convention for the purpose of guaranteeing to their Nationals working in Belgian and French Mines the Advantages of the Special System of Miners' Pensions in operation in each Country. Signed at Paris, May 21, 1927.

N^o 2407. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET LA BELGIQUE EN VUE DE GARANTIR A LEURS NATIONAUX TRAVAILLANT DANS LES MINES FRANÇAISES OU BELGES LE BÉNÉFICE DU RÉGIME SPÉCIAL DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS EN VIGUEUR DANS CHACUN DES DEUX PAYS. SIGNÉE A PARIS, LE 21 MAI 1927.

Texte officiel français, communiqué par les ministres des Affaires étrangères de la République française et de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 juillet 1930.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, désirant conclure un nouvel accord en remplacement de la Convention² du 14 février 1921, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ouvriers français qui ont travaillé uniquement dans les mines situées en Belgique, et les ouvriers belges qui ont travaillé uniquement dans les mines situées en France, bénéficieront de tous les avantages prévus par les législations spéciales de retraites des ouvriers mineurs en vigueur dans chacun des deux pays, s'ils réunissent, par ailleurs, les conditions requises par ces législations.

Article 2.

Les veuves et orphelins des ouvriers visés à l'article premier ci-dessus bénéficieront de tous les avantages prévus par la législation du pays où travaillait leur mari ou ascendant.

Article 3.

Les ouvriers de nationalité française ou belge qui ont travaillé dans les mines des deux pays et dont les services cumulés n'atteignent pas trente ans, auront droit à l'allocation viagère attribuée par l'Etat français aux assurés de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, s'ils ont effectué tant en France qu'en Belgique, plus de quinze ans de travail à la mine, et si, durant le temps où ils ont été occupés en France, ils se sont conformés à la législation de retraites des ouvriers mineurs ; seules les années de travail minier en France entreront en compte pour la détermination du montant de l'allocation.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 14 juin 1930.

² Vol. XII, page 245, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2407. — CONVENTION ² BETWEEN FRANCE AND BELGIUM FOR THE PURPOSE OF GUARANTEEING TO THEIR NATIONALS WORKING IN FRENCH OR BELGIAN MINES THE ADVANTAGES OF THE SPECIAL SYSTEM OF MINERS' PENSIONS IN OPERATION IN EACH COUNTRY. SIGNED AT PARIS, MAY 21, 1927.

French official text communicated by the Ministers for Foreign Affairs of the French Republic and of Belgium. The registration of this Convention took place on July 26, 1930.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and the GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being desirous of concluding a new agreement to replace the Convention³ of February 14, 1921, have agreed to the following provisions.

Article 1.

French workers who have been employed solely in Belgian mines and Belgian workers who have been employed solely in French mines shall be entitled to all the advantages provided for by the special legislation relating to miners' pensions in operation in each country if they satisfy in other respects the conditions required by the said legislation.

Article 2.

The widows and orphans of the workers covered by Article I above shall be entitled to all the advantages conferred by the legislation of the country in which the husband or father was employed.

Article 3.

Workers of French or Belgian nationality who have been employed in mines in both countries and whose total period of service is less than thirty years shall be entitled to the annuity granted by the French Government to persons insured under the Workers' and Peasant's Pensions Act if they have been employed for more than fifteen years in mines, whether in France or in Belgium, and if during the period when they were employed in France they complied with the miners pensions legislation, provided that only the years of employment in mines in France shall be taken into consideration in assessing the amount of the annuity.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of the ratifications took place at Paris, June 14, 1930.

³ Vol. XII, page 245, of this Series.

Ceux d'entre eux qui justifieront de quinze à vingt-neuf ans de services dans les mines françaises auront droit, à l'âge de 55 ans, à un complément de pension destiné à porter leur retraite de vieillesse au taux fixé par la législation française pour un ouvrier ayant effectué le même temps de travail dans les mines françaises.

Pourront également se prévaloir des avantages prévus par la législation française en faveur des ouvriers atteints d'une invalidité au moins égale aux deux tiers, les ouvriers qui rempliront, par ailleurs, toutes les conditions exigées par ladite législation, notamment en ce qui concerne la durée des services dans les mines françaises.

Pour le temps où ils ont été occupés en Belgique, ils bénéficieront de la contribution annuelle de l'Etat belge, dans les conditions prévues par la législation relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Les ouvriers de la surface nés avant 1884 et les ouvriers du fond nés avant 1889 occupés dans les exploitations houillères belges à la date du 1^{er} janvier 1925, pourront, en outre, s'ils justifient de vingt années au moins de travail effectif dans les charbonnages belges, faire valoir respectivement à l'âge de 60 ans ou de 55 ans, leurs droits aux suppléments et compléments de majoration prévus par la loi belge.

De même les ouvriers atteints d'invalidité absolue et permanente alors qu'ils étaient occupés dans une mine belge auront droit aux avantages prévus par la législation belge s'ils réunissent toutes les conditions exigées par cette législation.

Article 4.

Les avantages assurés au moment du décès de leur mari aux veuves des ouvriers visés à l'article 3 ci-dessus sont ceux prévus par la législation du pays où leur mari était occupé en dernier lieu.

Lorsque ces veuves atteignent l'âge normal de la retraite de vieillesse prévu par l'une ou l'autre législation, il est procédé, en outre, par chacun des deux pays, à la liquidation des droits que les intéressés tiennent, le cas échéant, de leur propre législation.

En ce qui concerne les allocations d'orphelins, la législation applicable sera celle du pays où l'ascendant travaillait en dernier lieu.

Article 5.

Les ouvriers visés à l'article 3 ci-dessus dont les services cumulés dans les deux pays atteindront au moins trente années représentant au minimum 7920 journées de travail, auront droit, sous les réserves ci-après, à des majorations destinées à porter les diverses rentes ou pensions dont ils sont titulaires par application des deux législations spéciales relatives aux retraites des ouvriers mineurs au taux minimum de retraite fixé par la législation la moins favorable, y compris, le cas échéant, les indemnités de cherté de vie et de charbon.

Les ouvriers qui justifient de trente ans de services, tant dans les mines françaises, au jour et au fond, que dans les travaux souterrains des mines belges, pourront, s'ils ont travaillé en dernier lieu dans une mine française, se prévaloir des dispositions de l'alinéa ci-dessus, sous la seule condition d'avoir atteint l'âge fixé par la législation française. S'ils ont été occupés en dernier lieu dans une mine belge, ils devront, en outre, sauf le cas d'invalidité prématurée, justifier qu'ils étaient occupés dans une mine française ou belge à l'âge de 55 ans.

Les ouvriers qui ont travaillé au jour dans les mines belges ou ceux qui ont travaillé alternativement au jour et au fond, dans lesdites mines, ne pourront prétendre à leur retraite qu'à l'âge de 60 ans, à moins qu'ils n'aient effectué trente ans de services dans une mine française. S'ils ont été, en dernier lieu, occupés dans une mine belge, ils devront, en outre, sauf le cas d'invalidité prématurée, être occupés dans une mine française ou belge à l'âge de 60 ans.

Il est entendu, d'autre part, que les services miniers effectués dans l'un ou l'autre pays n'entreront en compte, pour la détermination du droit à l'allocation ou majoration prévue par

Any such workers who can prove that they have been employed for not less than fifteen nor more than twenty-nine years in French mines shall be entitled on attaining the age of 55 years to an additional pension intended to increase their old age pension to the amount fixed by French legislation for a worker who has been employed for the same period in French mines.

Workers who satisfy in other respects all the conditions laid down in French legislation for the benefit of workers suffering from invalidity assessed at not less than two-thirds, in particular with respect to length of service in French mines, shall also be entitled to claim the advantages conferred by the said legislation.

In respect of the period when they were employed in Belgium they shall be entitled to the annual subsidy granted by the Belgian Government, subject to the conditions laid down in the legislation respecting insurance against old age and premature death.

Surface workers born before 1884 and underground workers born before 1889 who were employed in Belgian coal mining undertakings on 1st January, 1925, shall also be entitled to claim the supplementary and additional pensions granted by the Belgian law on attaining the age of sixty or fifty-five years respectively, provided that they prove that they have been actually employed in Belgian coal mines for not less than twenty years.

Similarly workers who incurred total and permanent invalidity during employment in a Belgian mine shall be entitled to the advantages conferred by Belgian legislation, provided that they satisfy all the conditions required by the said legislation.

Article 4.

The widows of workers covered by Article 3 above shall be entitled to the advantages which are granted by the legislation of the country in which their husband was last employed and to which they were entitled at the time of his death.

When the said widows reach the normal age for an old age pension granted by the legislation of one or the other country, a final settlement shall be made in respect of the rights of the persons concerned under their own legislation (if any).

With respect to orphans' allowances the legislation applicable shall be that of the country in which the father was last employed.

Article 5.

The workers covered by Article 3 above whose total employment in the two countries amounts to not less than thirty years, representing not less than 7,920 actual working days, shall be entitled, subject to the following reservations, to bonuses intended to raise the various pensions to which they are entitled under the two systems of legislation respecting miners' pensions to the minimum rate fixed by the least favourable legislation, including cost-of-living and coal allowances (if any).

Workers who prove that they have been employed for thirty years in French mines, whether at the surface or under-ground, or in underground work in Belgian mines, shall be entitled to benefit by the provisions of the preceding paragraph if they were last employed in a French mine, provided that they have attained the age fixed by French legislation. If they were last employed in a Belgian mine, they must in addition (except in the case of premature invalidity) prove that they were employed in a French or Belgian mine at the age of fifty-five years.

Workers who have been employed at the surface in Belgian mines, or those who have been employed alternately at the surface and underground in such mines, shall not be entitled to claim their pension until they attain the age of sixty years unless they have been employed for thirty years in a French mine. If they were last employed in a Belgian mine, they must in addition (except in the case of premature invalidity) have been employed in a French or Belgian mine at the age of sixty years.

On the other hand it is agreed that employment in mining in either country shall not be taken into consideration for the purpose of determining the right to the grant of bonus provided for by

la présente convention, que s'ils ont une durée minimum de trois ans représentant 792 journées de travail.

Les charges respectives de l'Etat et de la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs français, d'une part, et du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs belges, d'autre part, seront déterminées en tenant compte des années de travail effectuées dans les mines de chacun des deux pays et en prenant pour base la retraite liquidée dans les conditions prévues à l'alinéa premier du présent article.

La majoration à servir par la Caisse autonome aux ouvriers qui justifieront d'au moins quinze ans de services dans les mines françaises ne sera pas, toutefois, inférieure à celle à laquelle auraient droit des ouvriers de nationalité française ayant effectué le même temps de travail à la mine.

Si les intéressés ont effectué trente années de services dans un même pays, leur retraite sera liquidée suivant la législation de ce pays qui seul en supportera la charge, mais ils auront droit, en outre, sous réserve de ce qui est dit à l'article II ci-après, aux rentes acquises par les versements faits à leur compte individuel d'assurance ouvert dans les organismes d'assurance de l'autre pays.

Article 6.

Les veuves des ouvriers visés à l'article 5 ci-dessus ont droit, dans les conditions fixées dans un tableau constituant annexe au présent traité, à des majorations destinées à porter les rentes ou pensions dont elles sont titulaires par application des deux législations spéciales relatives aux retraites des ouvriers mineurs au taux minimum prévu par la législation la moins favorable, y compris, le cas échéant, les indemnités de cherté de vie et de charbon. Si le mari est décédé en Belgique des suites d'un accident du travail, les majorations et allocations à la charge de l'Etat et du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs belges seront, suivant le cas, supprimées ou réduites, mais entreront en compte pour la fixation de la part incombant à chacun des deux pays.

La majoration ou l'allocation à servir par la Caisse autonome aux veuves d'ouvriers qui ont effectué de quinze à vingt-neuf ans de services à la mine en France ne sera pas, toutefois, inférieure à celle à laquelle auraient droit des veuves d'ouvriers de nationalité française ayant effectué le même temps de travail à la mine.

La part à la charge de l'Etat et du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs belges, d'une part, de la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs français, d'autre part, sera déterminée en tenant compte des années de travail effectuées par leur mari dans chacun des deux pays et dans les conditions indiquées dans le tableau annexe visé à l'alinéa ci-dessus.

Si leur mari a effectué trente années au moins de services dans le même pays, leur retraite sera liquidée suivant la législation de ce pays, qui seul en supportera la charge ; mais elles auront droit, en outre, sous réserve de ce qui est dit à l'article II ci-après, aux rentes acquises par les versements faits à leur compte individuel d'assurance, ouvert dans les organismes d'assurance de l'autre pays.

Les dispositions du paragraphe premier de l'article 4 ci-dessus sont applicables aux veuves visées au présent article. Celles du troisième paragraphe dudit article sont également applicables aux orphelins des ouvriers visés à l'article 5.

Article 7.

Pour la détermination de la part incombant à chacun des deux pays, l'évaluation des indemnités de cherté de vie et de charbon visées aux articles 5 et 6 ci-dessus sera faite, chaque année, pour l'année suivante et avant le 1^{er} décembre, d'un commun accord entre la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs et le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs belges.

Article 8.

Les avantages prévus par la présente convention seront, sous réserve des droits que les intéressés peuvent faire valoir par application de la Convention du 14 février 1921, acquis aux

this Convention unless such employment amounts to at least three years, representing 792 working days.

The sums due respectively from the French Government and the French independent Miners' Pension Fund, on the one hand, and from the Belgian National Miners' Pension Fund, on the other, shall be paid with due regard to the number of years of employment in the mines in each of the two countries and on the basis of the pension granted under the conditions specified in the first paragraph of this Article.

The bonus to be granted by the Independent Fund to workers who prove that they have been employed for not less than fifteen years in a French mine shall not be less than that to which workers of French nationality who have been employed for the same period in a mine would be entitled.

If the persons concerned have been employed for thirty years in the same country, their pension shall be paid in conformity with the legislation of that country, which shall defray the whole cost thereof, but they shall in addition be entitled (without prejudice to the provisions laid down in Article 11 below) to the pensions acquired by the payments made to their individual insurance account with the insurance carriers of the other country.

Article 6.

The widows of workers covered by Article 6 above shall be entitled, subject to the conditions specified in the schedule appended to this Treaty, to bonuses intended to increase the pensions to which they are entitled under the two special systems of legislation respecting miners' pensions to the minimum rate provided for in the least favourable legislation, including cost-of-living and coal allowances (if any). If the husband died in Belgium as the result of an industrial accident, the bonuses and allowances payable by the State and by the Belgian National Miners' Pension Fund shall be withdrawn or reduced according to circumstances, but shall be taken into consideration in assessing the proportion payable by each of the two countries.

The bonus or allowance to be paid by the Independent Fund to the widows of workers who were employed in French mines for not less than fifteen nor more than twenty-nine years shall not be less than that to which the widows of workers of French nationality who were employed for the same period in mines would be entitled.

The sums due from the Belgian Government and the Belgian National Miners' Pension Fund, on the one hand, and from the French Independent Miners' Pension Fund, on the other hand, shall be assessed on the basis of the number of years of employment of the husband of the two countries, and subject to the conditions specified in the schedule referred to in the preceding paragraph.

If the husband had been employed for not less than thirty years in the same country, the pension shall be paid in conformity with the legislation of that country, which shall defray the whole cost thereof; but the widows in question shall in addition be entitled (without prejudice to the provision laid down in Article 11 below) to the pensions acquired by the payments made to their individual insurance account with the insurance carriers of the other country.

The provisions of the first paragraph of Article 4 above shall apply to the widows covered by this Article. The provisions of the third paragraph of the said Article shall also apply to the orphans of the workers covered by Article 5.

Article 7.

For the purpose of ascertaining the sums payable by each of the two countries respectively, the amount of the cost-of-living and coal allowances referred to in Articles 5 and 6 above shall be assessed every year before the first day of December for the following year, by agreement between the French Independent Miners' Pension Fund and the Belgian National Miners' Pension Fund.

Article 8.

Workers who attain the age of sixty years after 31st December, 1925, or who after attaining that age are still employed in a mine (provided that payments are still made into their individual

ouvriers qui auront, après le 31 décembre 1925, atteint l'âge de 60 ans ou qui, ayant dépassé cet âge, seront encore occupés à la mine et au compte individuel desquels les versements pour la retraite seront encore effectués.

Ils seront de même acquis aux veuves et orphelins dont le mari ou l'ascendant est décédé après la date susvisée du 31 décembre 1925.

A titre transitoire, les ouvriers des deux pays qui, lors de la mise en vigueur de la Convention du 14 février 1921, avaient effectué trente ans au moins de travail exclusivement dans les mines d'un même pays et qui n'ont pu se réclamer des dispositions transitoires prévues à l'article 4 de la Convention susvisée du 14 février 1921, bénéficieront des dispositions de l'article premier de la présente convention avec point de départ du 1^{er} janvier 1926. Cette disposition transitoire s'appliquera également avec point de départ du 1^{er} janvier 1926 aux veuves des ouvriers qui, lors de leur décès, avaient effectué trente ans de travail exclusivement dans les mines d'un même pays et qui n'ont pu se prévaloir des dispositions transitoires de l'article 4 de la Convention susvisée du 14 février 1921.

Article 9.

Le bénéfice des dispositions des articles 1, 3 et 5 de la présente convention est étendu aux ouvriers des carrières d'ardoises, ainsi qu'aux ouvriers occupés dans des établissements industriels qui constituent des annexes des exploitations minières qui, à la date du 1^{er} janvier 1926, n'auront pas dépassé l'âge de 60 ans ou qui, ayant dépassé cet âge, seront encore occupés dans un de ces établissements et au compte individuel d'assurance desquels des versements pour la retraite seront encore effectués. Toutefois, pour les ouvriers de l'une et l'autre catégories qui ont travaillé alternativement dans les exploitations des deux pays, la pension servant de base pour le calcul de la part à la charge de chacun des deux pays sera celle prévue par la législation la moins favorable, y compris, le cas échéant, l'indemnité de cherté de vie. S'ils ont travaillé en dernier lieu dans une ardoisière située en territoire belge ou dans une industrie annexe d'une exploitation minière belge, ils devront remplir, en outre, toutes les conditions exigées par la législation de ce pays.

Ainsi qu'il est dit à l'article 5 ci-dessus, la majoration à servir par la Caisse autonome aux ouvriers qui justifieront de quinze ans au moins de services dans les mines, les industries annexes des mines ou les carrières d'ardoises, ne sera pas inférieure à celle à laquelle auraient droit les ouvriers de nationalité française ayant effectué le même temps de travail.

Conformément à la législation française, il est également spécifié :

1^o En ce qui concerne les ouvriers ardoisiers, qu'ils seront, pour leurs services faits en France antérieurement au 1^{er} juin 1920, supposés titulaires d'une pension à base égale à celle dont ils seraient titulaires si la législation de retraites des ouvriers mineurs leur avait été appliquée ;

2^o En ce qui concerne les ouvriers des industries annexes des mines, que les services faits en France n'entreront en compte que si les intéressés ont été soumis au régime des retraites des ouvriers mineurs durant le temps pendant lequel ils ont été occupés dans une industrie de cette nature.

Article 10.

Les veuves et orphelins des ouvriers visés à l'article 9 ci-dessus, décédés après le 31 décembre 1925, pourront prétendre aux avantages prévus à la présente convention, dans les conditions fixées aux articles 2, 4 et 6 ci-dessus. Conformément à la législation française, les veuves d'ouvriers ardoisiers ayant travaillé en France seront censées titulaires d'une pension de base égale à celle dont elles seraient titulaires si la législation de retraites des ouvriers mineurs avait été appliquée à leur mari.

pensions account), shall be entitled to the advantages provided for in this Convention, without prejudice to the rights which can be established by the persons concerned under the Convention of February 14, 1921.

Widows and orphans whose husband or father died after the above-mentioned date of December 31, 1925, shall have the same advantages.

As a transitional measure, workers in the two countries who had been employed for not less than thirty years exclusively in the mines of one and the same country at the date of the coming into operation of the Convention of 14 February, 1921, and who were unable to avail themselves of the transitional provisions laid down in Article 4 of the above-mentioned Convention of February 14, 1921, shall be entitled to benefit by the provisions of Article 1 of this Convention as from January 1, 1926. This transitional provision shall also apply as from January 1, 1926, to the widows of workers who at the time of their death had been employed for thirty years exclusively in mines in one and the same country, and who were unable to avail themselves of the transitional provisions laid down in Article 4 of the above-mentioned Convention of February 14, 1921.

Article 9.

The provisions of Articles 1, 3 and 5 of this Convention shall be extended to cover workers in slate quarries, and also workers employed in industrial establishments subsidiary to mining undertakings who on January 1, 1926, have not attained the age of sixty years, or who have attained that age but are still employed in one of the said establishments, provided that pension contributions are still paid to their individual insurance account. Nevertheless, in the case of workers of both classes who have been employed alternately in undertakings in the two countries, the pension on the basis of which the share payable by each of the two countries is calculated shall be the pension provided for in the least favourable legislation, including the cost-of-living allowance (if any). If the workers in question were last employed in a slate quarry in Belgian territory, or in an industrial establishment subsidiary to a Belgian mining undertaking, they must in addition satisfy the conditions required by Belgian legislation.

As provided in Article 5 above, the bonus payable by the Independent Fund to workers who prove that they have been employed for not less than fifteen years in mines, industrial establishments subsidiary to mines or slate quarries, shall not be less than that to which workers of French nationality who have been employed for the same period would be entitled.

It is further specified in conformity with French legislation :

(1) In the case of workers in slate quarries, that they shall be deemed, in respect of employment in France prior to June 1, 1920, to be entitled to a basic pension equal to that to which they would have been entitled if they were covered by the miners' pension legislation ;

(2) In the case of workers in industrial establishments subsidiary to mines, that employment in France shall not be taken into consideration unless the persons concerned were covered by the miners' pension system during the period when they were employed in an industrial establishment of the said kind.

Article 10.

The widows and orphans of workers who are covered by Article 9 above and die after December 31, 1925, shall be entitled to claim the advantages provided for in this Convention, subject to the conditions specified in Articles 2, 4 and 6 above. In conformity with French legislation, the widows of workers in slate quarries who were employed in France shall be deemed to be entitled to a basic pension equal to that to which they would have been entitled if the deceased husband had been covered by the miners' pension legislation.

Article 11.

Il est, en outre, précisé :

1^o Que le jeu des dispositions de la présente convention ne peut avoir pour effet de porter les pensions des ouvriers et veuves d'ouvriers à un taux supérieur à celui résultant de l'application de la législation la plus favorable aux ouvriers ayant effectué le même temps total de travail dans les mines. Le cas échéant, les majorations, suppléments ou compléments à la charge de la Caisse autonome ou du Fonds national seront réduits en vue de ramener la pension au taux prévu par la législation la plus favorable ;

2^o Que pour le calcul des allocations, majorations, suppléments ou compléments de pension, il ne sera pas tenu compte des variations du change, les deux monnaies étant considérées comme étant au pair l'une par rapport à l'autre. Le paiement sera fait en monnaie du pays débiteur.

Article 12.

La date à laquelle les intéressés entrent en jouissance des avantages prévus à la convention est déterminée par la législation de chacun des deux pays. En ce qui concerne les ouvriers visés à l'article 5, et à moins qu'ils n'aient effectué quinze ans au moins de services en France, cette date est fixée au premier jour du mois qui suit celui dans lequel les intéressés ont introduit une demande régulière. Il en est de même pour leurs veuves.

Il est spécifié que, pour les ouvriers belges ayant travaillé en France du 1^{er} juillet 1895 au 31 août 1914, mais qui, résidant en Belgique, n'ont pu, de ce fait, se constituer une rente à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les majorations de la Caisse autonome seront décomptées en faisant état d'une rente égale à la rente dont ils seraient bénéficiaires si les versements prévus par la loi du 29 juin 1894 avaient été effectués.

Il est également indiqué que le service des allocations mensuelles d'invalidité prévues par la législation française cessera d'être fait aux ouvriers de nationalité belge qui, ne résidant pas sur le territoire français, ne se soumettraient pas, tous les six mois au moins, à la visite d'un médecin désigné par la société de secours à laquelle ils étaient en dernier lieu affiliés.

La Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs, d'une part, le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs d'autre part, se réservent également le droit de faire procéder, par un médecin de leur choix, à la visite médicale des ouvriers titulaires de prestations d'invalidité.

Article 13.

Les administrations compétentes des deux pays arrêteront les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente convention, notamment en ce qui concerne l'examen des demandes présentées par les intéressés et le mode de paiement des rentes, allocations, majorations et bonifications.

Article 14.

Les modifications qui seraient ultérieurement apportées à la législation de l'un ou l'autre pays en ce qui concerne le chiffre des prestations services par application du régime d'assurance des ouvriers mineurs actuellement en vigueur, seront étendues de plein droit aux nationaux de l'autre pays.

L'extension du régime d'assurance à de nouvelles catégories de bénéficiaires, ainsi que les modifications aux conditions d'admission aux avantages actuellement existants, feront l'objet d'arrangements spéciaux entre les deux gouvernements.

Article 11.

It is further provided as follows :

(1) That the application of the provisions of this Convention shall not have the effect of increasing the pensions of miners or miners' widows to an amount higher than that which would result from the application of the most favourable legislation to workers having been employed in mines for the same total period. If necessary the bonuses and additional or supplementary pensions payable by the Independent Fund or the National Miners' Pension Fund shall be reduced in order to reduce the pension to the rate provided for in the most favourable legislation ;

(2) That for the purpose of calculating allowances, bonuses and additional or supplementary pensions, variations in the exchange shall not be taken into consideration, and the two currencies shall be deemed to be at par with respect to each other. Payments shall be made in the currency of the country liable for them.

Article 12.

The date at which the persons concerned shall begin to enjoy the benefits provided for in this Convention shall be fixed by the legislation of each of the two countries respectively. With respect to the workers covered by Article 5, this date shall be the first day of the month following that in which the persons concerned have made an application in due form, unless they have been employed for not less than fifteen years in France. This provision shall also apply to their widows.

In the case of Belgian workers who were employed in France from July 1, 1895, to August 31, 1914, but were unable to constitute a pension with the National Old Age Pension Fund because they were resident in Belgium, the bonuses payable by the Independent Fund shall be deducted so that the pension shall be equal to the pension which they would have received if the payments provided for by the Act of June 29, 1894, had been made.

The monthly invalidity allowances provided for by French legislation shall cease to be paid to workers of Belgian nationality who are not resident in French territory if they fail to present themselves at least every six months for examination by a medical practitioner appointed by the mutual benefit society of which they were last members.

The Independent Fund for Miners' Pensions, on the one hand, and the National Miners' Pension Fund, on the other hand, shall also reserve the right to cause workers in receipt of invalidity allowances to be examined by a medical practitioner appointed by the said Funds.

Article 13.

The competent administrative departments of the two countries shall draw up regulations respecting the details of administration necessary for carrying out the provisions of this Convention, in particular with respect to the examination of claims submitted by the persons concerned and the method of payment of pensions, allowances, bonuses and grants.

Article 14.

Any amendments which may subsequently be made in the legislation of either of the two countries with respect to the rate of the allowances payable under the miners' insurance system at present in operation shall be extended automatically to the nationals of the other country.

Special agreements shall be drawn up by the two Governments with respect to the extension of the insurance system to further classes of beneficiaries and with respect to amendments in the conditions for the enjoyment of the advantages at present conferred.

Article 15.

Toutes les difficultés relatives à l'application de la présente convention qui n'auraient pu être réglées d'un commun accord entre les administrations compétentes des deux pays seront, même sur la demande d'une seule des parties, soumises au jugement d'un ou plusieurs arbitres, qui auront pour mission de les résoudre selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente convention.

Article 16.

La présente convention, *qui abroge la Convention du 14 février 1921*, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Elle aura une durée d'un an et sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

Fait en double exemplaire, le 21 mai 1927.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.

(L. S.) (Signé) E. DE GAIFFIER.

Copie certifiée conforme :

*Le ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du protocole,*

P. de Fouquières.

Article 15.

Any difficulties with respect to the administration of this Convention which it is impossible to settle by agreement between the competent administrative departments of the two countries shall be referred to the decision of one or more arbitrators, whose duty it shall be to settle such difficulties in conformity with the fundamental principles and the spirit of this Convention, even if only one of the parties demands such reference.

Article 16.

This Convention, *which shall repeal the Convention of February 14, 1921*, shall be ratified, and ratifications shall be exchanged as soon as possible.

It shall come into operation as soon as ratifications have been exchanged.

It shall continue in operation for one year, and shall be renewed by tacit consent from year to year unless denounced.

Denunciation shall be notified three months before the expiry of each annual period.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Convention.

Done in duplicate, May 21, 1927.

(L. S.) (Signed) A. BRIAND.

(L. S.) (Signed) E. DE GAIFFIER.

AN

DÉCOMPTE DES DROITS DES VEUVES DONT LES MARIS ONT EFFECTUÉ

DURÉE DE MARIAGE	Pays dans lequel le mari a travaillé à la mine en dernier lieu	Veuves d'ouvriers décédés pensionnés ou ayant droit à la pension			
		Droits acquis			
		au décès du mari	à 55 ans	à 60 ans	à 65 ans
Au moins 10 ans.	Belgique.	Rente de survie majorée à 360 francs (C).	Répartition en- tre la France et la Belgique de la pension de 360 francs sur la base des services faits dans les deux pays(A).	Pension portée à 720 francs, plus les in- demnités de cherté de vie et de charbon. Nouvelle ré- partition de la charge sur la base des services faits dans les deux pays.	Sans changement.
	France.	Allocation au décès.	Id. (A').	Id.	Id.
Moins de 10 ans et au moins 5 ans.	Belgique.	Rente de survie majorée à 360 francs (C).	Comme ci-des- sus.	Sans changement.	Liquidation de la rente de vieillesse à la Caisse géné- rale de Re- traite de Belgique et nouvelle ré- partition en prenant pour base la rente de survie et la rente de vieillesse cu- mulées.
	France.	Allocation au décès.	Id.	Id.	Id.
Moins de 5 ans et au moins 3 ans.	Belgique.	Rente de survie majorée par l'Etat belge (C).	Répartition en- tre les deux pays de la rente de sur- vie majorée (B).	Sans changement.	Comme ci-dessus.
	France.	Allocation au décès.	Id.	Id.	Id.

NEXE

TRENTÉ ANNÉES DE MINES RÉPARTIES ENTRE LES DEUX PAYS.

Veuves d'ouvriers décédés avant l'âge de la retraite			OBSERVATIONS
Droits acquis			
au décès du mari	à 55 ans	à 65 ans	
Pension de survie majorée à 360 francs.	Répartition entre la France et la Belgique de la pension de 360 francs sur la base des services faits dans les deux pays(A).	Liquidation de la rente de vieillesse à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite belge et nouvelle répartition des charges entre les deux pays.	(A) Si le mari de l'intéressée a effectué 15 ans au moins de travail en Belgique, ce pays continue à servir la rente de survie majorée à 360 francs et la France attribue à la veuve une pension égale à $\frac{(360 \times n')}{n}$, n étant égal au nombre total des années de services miniers de l'intéressé et n' le nombre d'années de service en France. Toutefois la part de pension à la charge de la France ne sera jamais inférieure au taux de pension prévu par la législation française en faveur de la veuve d'un ouvrier ayant effectué en France le même temps de service que le mari de l'intéressée.
Allocation au décès.	Id. (A).	Id.	(A') Si le mari de l'intéressée a au moins 15 ans de services dans les mines belges, la pension de survie devra être majorée par la Belgique à 360 francs et la part de la France sera calculée comme il est dit ci-dessus en (A). (B) Si le mari de l'intéressée a au moins 15 ans de services dans les mines belges, la pension de survie continuera à être payée par la Belgique ; quant à la part de la France, elle sera égale à $\frac{X \times n'}{n}$, X correspondant au taux de la rente de survie servie par la Belgique. (C) Si le décès est causé par un accident du travail, les avantages accordés par l'Etat et le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs belges sont supprimés ou réduits.
Même situation que pour les veuves ayant 10 ans au moins de mariage.			
	Id.		
Mêmes droits que ci-contre.			
	Id.		

AN

DÉCOMPTE DES DROITS DES VEUVES DONT LES MARIS ONT EFFECTUÉ

DURÉE DE MARIAGE	Pays dans lequel le mari a travaillé à la mine en dernier lieu	Veuves d'ouvriers décédés pensionnés ou ayant droit à la pension			
		Droits acquis			
		au décès du mari	à 55 ans	à 60 ans	à 65 ans
Moins de 3 ans et pas d'en- fants.	Belgique.	Rente de survie majorée par l'Etat belge (C).	Sans change- ment.	Sans changement.	Liquidation de la rente de vieillesse belge ; pas de répartition entre les deux pays.
	France.	Rien.	Rien.	Rien.	Id.
Moins de 3 ans lorsqu'un en- fant est né avant la ces- sation du tra- vail du mari ou lorsque le décès est la conséquence d'un accident du travail.	Belgique.	Rente de survie majorée à 360 francs, à con- dition que l'enfant existe encore au dé- cès du mari (C).	Répartition en- tre la France et la Belgique de la pension de 360 francs sur la base des services faits dans les deux pays(A).	Sans changement.	Liquidation de la rente de vieillesse à la Caisse géné- rale de Re- traite belge ; nouvelle ré- partition en prenant pour base la rente de survie et la rente de vieillesse cu- mulées.
	France.	Allocations au décès.	Id. (A').	Id.	Id.
Le mari travail- lait en der- nier lieu en Belgique et n'était pas occupé dans une mine à son décès.	Belgique.	Rente de survie à la Caisse gé- nérale de Re- traite belge, majorée par l'Etat (C).	Répartition en- tre les deux pays de la rente de sur- vie majorée (B).	Sans changement.	Liquidation de la rente de vieillesse en Belgique et nouvelle ré- partition en- tre les deux pays.

NEXE

TRENTÉ ANNÉES DE MINES RÉPARTIES ENTRE LES DEUX PAYS (*fin*).

Veuves d'ouvriers décédés avant l'âge de la retraite			OBSERVATIONS
Droits acquis			
au décès du mari	à 55 ans	à 65 ans	
Mêmes droits que ci-contre.			<p>(A) Si le mari de l'intéressée a effectuée 15 ans au moins de travail en Belgique, ce pays continue à servir la rente de survie majorée à 360 francs et la France attribue à la veuve une pension égale à $\frac{(360 \times n')}{n}$, n étant égal au nombre total des années de services miniers de l'intéressé et n' le nombre d'années de service en France. Toutefois la part de pension à la charge de la France ne sera jamais inférieure au taux de pension prévu par la législation française en faveur de la veuve d'un ouvrier ayant effectué en France le même temps de service que le mari de l'intéressée.</p> <p>(A') Si le mari de l'intéressée a au moins 15 ans de services dans les mines belges, la pension de survie devra être majorée par la Belgique à 360 francs et la part de la France sera calculée comme il est dit ci-dessus en (A).</p> <p>(B) Si le mari de l'intéressée a au moins 15 ans de services dans les mines belges, la pension de survie continuera à être payée par la Belgique; quant à la part de la France, elle sera égale à $\frac{X \times n'}{n}$, X correspondant au taux de la rente de survie servie par la Belgique.</p> <p>(C) Si le décès est causé par un accident du travail, les avantages accordés par l'Etat et le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs belges sont supprimés ou réduits.</p>
Id.			
Pension de survie majorée à 360 francs.	Répartition entre la France et la Belgique de la pension de 360 francs sur la base des services faits dans les deux pays(A).	Liquidation de la rente de vieillesse à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite belge et nouvelle répartition des charges entre les deux pays.	
Allocation au décès.	Id. (A').	Id.	
Mêmes droits que ci-contre.			

AN

SCHEDULE SHOWING THE RIGHTS OF WIDOWS WHOSE HUSBANDS HAVE WORKED

DURATION OF MARRIAGE	Country in which the husband last worked in a mine	Widows of deceased workers who were drawing a pension or were entitled to do so			
		Rights acquired			
		On death of husband	At the age of 55	At the age of 60	At the age of 65
Not less than 10 years.	Belgium.	Survival pension increased to 360 francs (C).	Pension of 360 francs divided between France and Belgium in proportion to the length of service in each country (A).	Pension increased to 720 francs plus allowances for cost of living and coal. Fresh assessment in proportion to length of service in each country.	No change.
	France.	Grant at time of death.	Id. (A').	Id.	Id.
Less than 10 years and 5 years or more.	Belgium.	Survival pension increased to 360 francs (C).	As above.	No change.	Final settlement of the old age pension by the Belgian General Pensions Fund and fresh assessment on the basis of the surviving pension and old age pension added together.
	France.	Grant at time of death.	Id.	Id.	Id.
Less than 5 years and 3 years or more.	Belgium.	Survival pension increased by Belgian State (C).	Division between the two countries of the increased survival pension (B).	No change.	As above.
	France.	Grant at time of death.	Id.	Id.	Id.

NEX.

FOR THIRTY YEARS IN MINES, PARTLY IN ONE COUNTRY AND PARTLY IN THE OTHER.

Widows of workers who died before reaching pensionable age			OBSERVATIONS
Rights acquired			
On death of husband	At the age of 55	At the age of 65	
Survival pension increased to 360 francs.	Pension of 360 francs divided between France and Belgium in proportion to the length of service in each country (A).	Final settlement of the old age pension by the Belgian Savings and Pensions Fund and fresh assessment between the two countries.	(A) If the husband of the claimant has worked for not less than 15 years in Belgium, that country shall continue to pay the survival pension brought up to 360 francs, and France shall grant the widow a pension equal to $\frac{(360 \times n')}{n}$, n being equal to the total number of years worked in mines by the man concerned, and n' the number of years worked in France. Nevertheless, the part of the pension for which France is liable shall never be less than the pension rate provided by French legislation for the widow of a worker who has been employed for the same number of years in France as the husband of the claimant.
Grant at time of death.	Id. (A).	Id.	(A') If the husband of the claimant has worked for not less than 15 years in Belgian mines, the survival pension shall be increased by Belgium up to 360 francs, and the share of France shall be calculated as laid down above under (A).
Same position as widows who have been married not less than ten years.			(B) If the husband of the claimant has worked for not less than 15 years in Belgian mines, the survival pension shall continue to be paid by Belgium; the share of France shall be equal to $\frac{X \times n'}{n}$, X being equivalent to the survival pension paid by Belgium.
	Id.		(C) If death resulted from an industrial accident, the advantages granted by the State and the National Pensions Fund of Belgian mine-workers are cancelled or reduced.
	Same rights as opposite.		
	Id.		

AN

SCHEDULE SHOWING THE RIGHTS OF WIDOWS WHOSE HUSBANDS HAVE WORKED

DURATION OF MARRIAGE	Country in which the husband last worked in a mine	Widows of deceased workers who were drawing a pension or were entitled to do so			
		Rights acquired			
		On death of husband	At the age of 55	At the age of 60	At the age of 65
Less than 3 years and no children.	Belgium.	Survival pension increased by Belgian State (C).	No change.	No change.	Final settlement of the Belgian old age pension; no division between the countries.
	France.	Nil.	Nil.	Nil.	Id.
Less than 3 years when child is born before husband stopped work or when death is result of industrial accident.	Belgium.	Survival pension increased to 360 francs provided child was still living at time of the husband's death (C).	Pension of 360 francs divided between France and Belgium in proportion to the length of service in each country (A).	No change.	Final settlement of the old age pension by the Belgian General Pensions Fund; fresh assessment on the basis of the survival pension and old age pension added together.
	France.	Grant at time of death.	Id. (A').	Id.	Id.
Husband last working in Belgium and not employed in a mine at the time of death.	Belgium.	Survival pension on the General Belgian Pensions Fund increased by the State (C).	Division between the two countries of the increased survival pension (B).	No change.	Final settlement of the Belgian old age pension and fresh assessment between the two countries.

NEX.

FOR THIRTY YEARS IN MINES, PARTLY IN ONE COUNTRY AND PARTLY IN THE OTHER (*concluded*).

Widows of workers who died before reaching pensionable age			OBSERVATIONS
Rights acquired			
On death of husband	At the age of 55	At the age of 65	
Same rights as opposite.			<p>(A) If the husband of the claimant has worked for not less than 15 years in Belgium, that country shall continue to pay the survival pension brought up to 360 francs, and France shall grant the widow a pension equal to $\frac{(360 \times n')}{n}$, n being equal to the total number of years worked in mines by the man concerned, and n' the number of years worked in France. Nevertheless, the part of the pension for which France is liable shall never be less than the pension rate provided by French legislation for the widow of a worker who has been employed for the same number of years in France as the husband of the claimant.</p> <p>(A') If the husband of the claimant has worked for not less than 15 years in Belgian mines, the survival pension shall be increased by Belgium up to 360 francs, and the share of France shall be calculated as laid down above under (A).</p> <p>(B) If the husband of the claimant has worked for not less than 15 years in Belgian mines, the survival pension shall continue to be paid by Belgium; the share of France shall be equal to $\frac{X \times n'}{n}$, X being equivalent to the survival pension paid by Belgium.</p> <p>(C) If death resulted from an industrial accident, the advantages granted by the State and the National Pensions Fund of Belgian mine-workers are cancelled or reduced.</p>
Id.			
Survival pension increased to 360 francs.	Pension of 360 francs divided between France and Belgium in proportion to the length of service in each country (A).	Final settlement of the old age pension by the Belgian Savings and Pensions Fund and fresh assessment between the two countries.	
Grant at time of death.	Id. (A').	Id.	
Same rights as opposite.			

